

Xavier Bertrand : « Je



ÉLODIE GREGOIRE POUR « LE POINT »

Bas les masques !

À Saint-Quentin, dans l'Aisne (Hauts-de-France), le 18 mars. Xavier Bertrand fut le maire de la ville de 2010 à 2016.

serai candidat »

« Un président ne peut pas être normal, mais il ne doit pas se prendre pour un dieu. »

2022. Le président des Hauts-de-France veut croire en son destin national. Il dévoile au *Point* son projet présidentiel.

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN LE FOL ET NATHALIE SCHUCK

Un temps, Xavier Bertrand s'est laissé griser par les charmes de la vie parisienne: les conseillers en communication qui murmurent à votre l'oreille, les costumes élégants, les dîners en ville. C'est l'époque, entre 2008 et 2010, où il virevolte entre le ministère du Travail et le siège de l'UMP. Trop heureux qu'on le classe, lui, le fils d'employés de banque, dans la catégorie des meilleurs espoirs politiques. Sa soif de revanche sociale le précipite dans une boulimie de responsabilités. Trop haut, trop vite. Lorsqu'il arpente le week-end le marché de Saint-Quentin, le portable rivé à l'oreille, il écoute à peine ses administrés. Aux législatives de 2012, ils le lui font payer: il ne doit sa réélection qu'à 200 voix. Xavier Bertrand a retenu la leçon. Il s'était perdu, il s'est retrouvé. Il a fait de son complexe social une force. À l'heure où les Gilets jaunes et les premiers de corvée du Covid ruminent les promesses oubliées du chef de l'État, il se veut le candidat de la France des « invisibles ». Son livre de référence? *Les Deux Clans* (Les Arènes), dans lequel l'essayiste David Goodhart dépeint deux Occident qui ne se comprennent plus: les diplômés, aisés, citoyens du monde (les « Partout »), face aux oubliés de la mondialisation, aux revenus modestes, attachés de gré ou de force à leur terre (les « Quelque part »). Son passé d'assureur de province, que les sarkozystes ont beaucoup moqué, est devenu son brevet « popu ». Il n'a pas fait l'ENA, et alors? Il regarde Miss France et écoute Les Enfoirés, et alors? « *Son problème, c'est qu'il a la gueule du type qui vient réparer la photocopieuse* », griffe un ténor de droite. Mépris de classe, riposte-t-il. Le peuple, il le comprend parce qu'il lui ressemble.

On avait compris qu'il convoitait l'Élysée. C'était l'objet des railleries de la macronie. « *Son souci, c'est qu'il nous annonce sa candidature tous les six mois!* » ■■■

■ ■ ■ pique un ministre. En bon assureur, Xavier Bertrand, 56 ans, avait conservé une clause de rétractation en cas de rétropédalage. Il se « préparait », il y « pensait ». Mais, jamais, il n'avait prononcé ces trois mots excluant toute marche arrière : « *Jesuis candidat.* » C'est chose faite. Il se présentera, que son ex-famille des Républicains organise une primaire ou pas. Au risque que la droite aligne deux candidats ? Il espère convaincre les talents de tout bord – de Bruno Retailleau et Valérie Pécresse à Arnaud Montebourg – de rallier sa « *droite sociale et populaire* ». Un mix entre la fracture sociale de Jacques Chirac, l'identité nationale de Nicolas Sarkozy, l'autorité d'un général de Villiers et une écologie nucléarisée face aux outrances des Verts.

Danger. Certes, il part d'un matelas modeste de 14 à 16 % des intentions de vote au premier tour, mais il ne veut pas d'une popularité éclatante à la Édouard Philippe, un poison à ses yeux. Il préfère insister sur cette enquête Ifop pour *Marianne* qui le crédite du meilleur score face à Marine Le Pen au second tour : 57 % des voix, contre 53 % pour Emmanuel Macron. Preuve qu'il serait le mieux placé pour vaincre la patronne du RN. Il l'a battue dans sa région en 2015, il peut le refaire. « *L'aventure macroniste, prophétise-t-il, se finira par les extrêmes.* » Le président a flairé le danger et tout fait pour fragiliser le troisième homme des sondages, propulsant son ami Gerald Darmanin à l'Intérieur et son ex-directeur de cabinet Jean Castex à Matignon. « *Il faut le buter!* » menace un Marcheur.

Tenté de répliquer, l'ancien ministre de la Santé a dénoncé début janvier les ratés de la vaccination. Mal lui en a pris : il a trébuché dans les sondages. « *Macron, analyse-t-il avec drôlerie, c'est un avion à quatre réacteurs. Les moteurs masqués et tests ont lâché et celui sur les vaccins est mal en point. Il n'y en a plus qu'un et les passagers savent que le capitaine a été formé sur simulateur, mais ils sont obligés de lui faire confiance. Ils ont envie qu'il pose l'avion sur le tarmac, certains vont même l'applaudir, mais ils se sont fait une opinion. La prochaine fois, ils ne reprendront pas Air Macron.* » Encore faut-il que Bertrand l'emporte aux régionales, qui se sont compliquées avec l'alliance surprise de la gauche derrière l'écologiste Karima Delli. S'il échoue, il remballera sa candidature : « *Si je n'obtiens pas la confiance de 6 millions d'habitants, je ne vais pas solliciter la confiance de 66 millions de Français.* » Longtemps hanté par la mort, ce croyant non pratiquant s'est réconcilié avec l'idée de finitude. « *Nous ne sommes, dit-il, que de passage. Et c'est valable aussi en politique.* » ■ N. S.



« Je propose d'instaurer la République des territoires (...), un véritable changement de régime. »

« Déterminé ».
Xavier Bertrand, qui a quitté Les Républicains en 2017, ne compte pas participer à une primaire de la droite.

Le Point: Serez-vous candidat à la présidence de la République en 2022 ?

Xavier Bertrand: Oui, je serai candidat.

Quoi qu'il en coûte ?

Je suis totalement déterminé. Dans la situation actuelle de la France, j'estime que c'est mon devoir.

Sans passer par une primaire de la droite et du centre si elle avait lieu ?

J'ai une conception gaullienne de l'élection présidentielle : c'est la rencontre d'un homme ou d'une femme avec les Français, autour d'une vision et d'un projet. C'est pourquoi je ne souhaite plus m'inscrire

dans la logique d'un seul parti. Je ne participerai pas à une primaire. Je respecte celles et ceux qui ont une démarche différente et je travaillerai avec tous.

Vous serez un candidat de droite ?

Je m'adresse à tous les Français, dans la fidélité à mon identité. Je suis un gaulliste social, d'une droite sociale et populaire.

Sociale ou socialiste ? Une partie de la droite, incarnée par Guillaume Peltier, qui est proche de vous, est sur une ligne étatiste, antilibérale...

Il n'y a pas de social sans création de richesses et sans faire le choix du travail et du progrès. Avec la restauration de l'État et le combat pour nos valeurs, c'est cela, le gaullisme. Ma famille politique dispose de nombreux talents, et je les rassemblerai tous autour de mon projet.

Emmanuel Macron a fait une OPA sur la droite. Quant au créneau social et populaire, il est bien occupé par Marine Le Pen...

Je laisse à Emmanuel Macron et à Marine Le Pen les questions de positionnement politique. Je m'adresse aux Français. Ils savent que nous avons changé de siècle. Le défi climatique qui est devant nous est immense. Avec la crise du Covid, les Français ont compris que le centralisme parisien, que symbolise Emmanuel Macron, est fini et que la réponse se trouve dans les territoires. Les Français assistent, stupéfaits, à l'effondrement de l'autorité et à la mise en accusation de notre modèle par l'islamo-gauchisme, alors que nous sommes le pays le plus solidaire au monde. Le préalable à tout, c'est la restauration de l'autorité de l'État, c'est l'intransigeance sur nos principes et sur nos valeurs. L'identité de la France n'est pas négociable. Je dis aux Français qu'il est temps de nous ressaisir. Je leur propose d'exercer une présidence de devoirs. Avec un président qui assume la mission de chef des forces de sécurité. Je leur propose d'instaurer la République des territoires, pas une ■ ■ ■

■■■ nouvelle étape de décentralisation mais, dans le respect de notre Constitution, un véritable changement de régime. Une nouvelle façon de conduire l'action publique au service d'une nouvelle façon de vivre, de travailler : la révolution par les territoires.

Comment va s'articuler votre programme de «redressement» national ?

D'abord restaurer l'autorité ! Notre pays est gangrené par l'insécurité et la violence. Je reprends à mon compte le constat « France Orange mécanique ». C'est beaucoup plus grave que ce qu'Emmanuel Macron appelle des « incivilités ». Il n'a jamais pris la mesure de ce qui nous arrive. Le chef de l'État est le responsable de la sécurité des Français. Le président de la République, qui est le chef des armées, doit aussi devenir le chef de toutes les forces de sécurité. Le premier acte de mon mandat sera de présenter aux Français une loi de programmation quinquennale pour leur sécurité. Ce qui signifie notamment augmenter les budgets de la sécurité et de la justice. La sécurité des Français, avec moi, ce sera « quoi qu'il en coûte ».

Souhaitez-vous encore durcir la loi ?

Cela s'impose. En matière de terrorisme, je souhaite porter la période de sûreté à cinquante ans. Les terroristes islamistes sont jeunes, et je ne veux pas les voir libérés tant qu'ils sont en état de nuire. Je souhaite que ce changement s'applique de manière rétroactive. Et je soumettrai cette question aux Français par référendum, s'il le faut.

Quelle est votre position sur l'âge de la majorité pénale ?

On agresse et on tue de plus en plus jeune dans notre pays, comme le montre le crime atroce commis à Argenteuil par deux adolescents.

Ce n'est malheureusement pas une affaire isolée. Certains confondent minorité et immunité. Je veux abaisser à 15 ans l'âge de la majorité pénale. Un juge pénal des mineurs pourra appliquer dans ce cas les mêmes peines que pour les adultes.

On ne peut pas changer la loi à chaque fois qu'une affaire émeut l'opinion...

Ma proposition n'a rien à voir avec la politique du fait divers ou avec l'émotion. Je veux avec lucidité enrayer une dérive profonde de notre société, marquée par la précocité de l'hyperviolence. Nous devons d'abord protéger les Français, puis offrir une seconde chance par une réelle politique de réinsertion. Mais ceux que la République aide à retrouver une place et qui récidivent doivent être beaucoup plus sévèrement sanctionnés.

Le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, souhaite supprimer les remises de peine automatiques. Iriez-vous plus loin ?

Avant de parler de remise de peine, encore faudrait-il qu'il y en ait une ! Nous devons mettre un terme à

l'impunité. Je plaide pour que des peines minimales automatiques soient instituées, y compris la révocation effective du sursis en cas de récidive. Le procureur doit pouvoir condamner lui-même à des travaux d'intérêt général et de réparation, infliger directement des amendes, avec saisie sur salaires ou sur prestations sociales. Le juge n'interviendra plus avant mais après, s'il y a un recours. Et surtout, les peines de prison doivent être exécutées, y compris les courtes peines, qui ne le sont quasiment jamais. Actuellement, il y a un numerus clausus qui ne dit pas son nom. Il faut construire plus de places de prison, 20 000, pas moins.

Récemment, un photographe de «L'Union» a été violemment agressé à Reims par un délinquant étranger multirécidiviste. Que préconisez-vous dans ces cas-là ?

Cet étranger avait été condamné huit fois en deux ans. Il n'avait plus rien à faire en France. Le principe doit être simple : tout étranger condamné à une peine de prison ferme doit être expulsé automatiquement, aussitôt après l'avoir purgée.

On croirait entendre Laurent Wauquiez lorsqu'il était à la tête de LR, au moment où vous avez choisi de quitter ce parti !

J'ai quitté le parti sur un désaccord de fond. Moi, j'ai appelé à voter contre Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. J'ai assumé et j'assumerai toujours mon combat contre le Front national. Je crois à l'autorité. Je crois à la justice. Je ne les ai jamais dissociées dans mon action. On connaît le travail que j'ai effectué sur les questions sociales et sanitaires, moins mes initiatives dans le domaine de la sécurité à Saint-Quentin. La droite

sociale que j'incarne veut l'ordre et la justice.

Quelle politique d'immigration préconisez-vous ?

Nous devons reprendre le contrôle. La France doit pouvoir décider de qui peut entrer sur son territoire et de qui doit en sortir. Je mettrai en place une politique de quotas pour l'immigration en fonction des besoins de notre économie. Toute décision d'éloignement doit être systématiquement exécutée. Aujourd'hui, elles ne sont que 15 % à l'être, c'est inacceptable. La procédure doit être simplifiée et accélérée, avec un seul juge, et j'engagerai le bras de fer nécessaire avec les pays qui refuseraient de reprendre leurs ressortissants.

Vous avez avec vous le livre de Max Gallo «Fier d'être français». Ce sera votre slogan de campagne ?

Je veux que nous soyons fiers d'être français, de notre histoire, de nos valeurs. Nous devons l'affirmer haut et fort parce que nous avons de bonnes raisons d'être fiers. À ceux qui dénoncent notre modèle, je dis : ça

« En matière de terrorisme, je souhaite porter la période de sûreté à cinquante ans. Je ne veux pas voir libérés de jeunes islamistes tant qu'ils sont en état de nuire. »



suffit ! La France n'est pas un pays comme les autres. En France, quels que soient la religion, la couleur de peau ou le statut social, quand une femme accouche, elle le fait gratuitement dans un hôpital de qualité. Dès la naissance de l'enfant, la famille est aidée. L'école, le collège, le lycée, l'université sont gratuits. Quand la maladie frappe, chacun, riche ou pauvre, a un droit égal à des soins de pointe. Chez nous, face aux accidents de la vie, au chômage, à la précarité, la solidarité nationale répond présente. Tout cela est possible parce que, par millions, chaque jour, des Français partent tôt au travail et contribuent à l'effort social de la nation. À cette France chacun se doit de dire merci.

Vous vous présentez comme le champion des «territoires». Depuis les Gilets jaunes, c'est devenu le mantra du pouvoir. Jean Castex a même été choisi pour les incarner.

Il y a les mots et il y a les actes. La pratique macroniste, c'est une centralisation et une verticalité, elle étouffe tout et a conduit l'État à l'impuissance. Le président a négligé les partenariats sociaux, effacé le Parlement et méprisé les élus locaux. Avec quel résultat ? L'absence désespérante de toute réforme. La réforme des retraites a été abandonnée, aucun effort de réduction des dépenses n'a été engagé. Le « en même temps » a divisé les Français et conduit le pays à la paralysie et au bord de l'explosion. La crise des Gilets jaunes n'est pas un accident. C'est un dernier avertissement. Ce choix politique des territoires fait écho à une aspiration qui monte des Français à respirer, à vivre autrement, à concilier qualité de vie et performance. C'est en cela que j'emploie le terme de révolution par les territoires. Cela exigera l'engagement d'un vaste plan d'investissement dans chacune de nos régions, pour nos infrastructures, notamment numériques, et une adaptation de notre façon de travailler. Notre nouvelle frontière, la clé du vivre mieux, de notre cohésion et de la performance à l'échelle

Protection. Xavier Bertrand pointe une France actuellement « gangrenée par la violence » : « La sécurité des Français, avec moi, ce sera "quoi qu'il en coûte". »

mondiale est dans les territoires. Sans changer de Constitution, il nous faut changer de régime. Il faut faire respirer le pays, en instaurant la République des territoires, faire confiance aux Français, traduire dans les actes la foi dans la démocratie. Je consulterai les Français par référendum dès les premiers mois de mon mandat. Cette arme, au cœur de la logique de nos institutions, est tombée en désuétude parce que tous les présidents, à peine élus, ne travaillent qu'à leur réélection.

C'est pour cela qu'avec moi ce sera un mandat présidentiel unique.

La centralisation et la verticalité, c'est l'histoire de la France... C'est aussi le cœur du « mal français », comme l'a analysé Alain Peyrefitte. Comment comptez-vous aller contre ça ?

L'État centralisé est un cadavre qui étouffe l'initiative des Français. La crise du Covid marque son acte de décès. Si on veut de l'efficacité, il faut de la proximité : une République des territoires, j'assume le mot. Les décisions tombées de Paris, ça suffit ! Pas parce que c'est Paris, mais parce que ça ne marche plus. La crise des Gilets jaunes l'a démontré. Il faut « déparisieniser » le fonctionnement du pays en transférant de vastes compétences aux collectivités locales (emploi, social, santé, logement, formation professionnelle ou encore la transition écologique). Confions au préfet un pouvoir d'interprétation et de dérogation de certaines normes nationales, afin de les adapter à la situation des territoires. La loi SRU et ses 25 % de logements sociaux, par exemple, ne peut plus être une toise uniforme, il faut du sur-mesure.

La critique de la technocratie rencontre un grand écho dans le pays, comme le montre l'intérêt pour les analyses de David Lisnard, le maire de Cannes. Y aura-t-il une méthode Bertrand pour débureaucratiser la France ?

Les technocrates n'ont pris que le pouvoir qui leur a été abandonné. Ce sont les politiques qui ont ■■■

■ ■ ■ failli. Que les ministères parisiens assument leurs missions régaliennes et de préparation de l'avenir! Transférons le pouvoir du quotidien aux élus locaux et aux préfets!

Vous parlez du peuple, vous voulez défendre les « invisibles ». Pour quelles raisons ces derniers vous feraient-ils plus confiance qu'à Emmanuel Macron ou Marine Le Pen?

Parce que je n'oublie pas d'où je viens. Agent d'assurances à Flavy-le-Martel, ce n'est pas la même chose que banquier d'affaires à Paris ou héritière! Enfant, j'ai vu mon père, employé de banque, travailler dur à la maison le soir et le week-end pour passer des examens professionnels et gravir les échelons. Sa détermination m'a marqué. À l'époque, nous habitons dans un HLM à Troyes et il y faisait bon vivre. Je viens du peuple. On dit souvent qu'il faut un président pour la France, il est temps d'avoir un président pour les Français.

Vous avez brisé votre plafond de verre?

Oui, récemment, avec les conditions de mon élection à la tête des Hauts-de-France. Dans cette campagne, j'ai vu la mort de la politique en face. Beaucoup de gens m'ont dit: « Vous avez été député, ministre. Le système, c'est vous aussi, dégagez. » Les choses étaient peut-être allées trop vite pour moi. J'ai été nommé ministre moins de deux ans après avoir été élu député. J'ai pensé que je n'étais pas à ma place et j'ai tenté de me faire accepter en adoptant des codes et des attitudes qui n'étaient pas les miens. J'avais tort. Au final, j'ai pris conscience d'une chose: il faut rester soi-même.

C'est un atout, à vos yeux, de ne pas avoir fait l'ENA?

Je ne tiens pas un discours anti-élites. Le problème, c'est leur déconnexion. Je veille pour ma part à toujours rester « à portée de baffes, d'engueulades ». Si le prochain mandat n'est pas réussi, notre pays connaîtra de nouvelles explosions de violences, sociale ou électorale. L'aventure macroniste, loin de réconcilier et de moderniser le pays, a accéléré la désespérance et la colère vis-à-vis de la politique, et risque vraiment de se finir avec la victoire des extrêmes. Comme je l'ai déjà fait, mon devoir est de battre Marine Le Pen et de tout faire pour rassembler les Français.

Vous président, vous ne seriez pas Jupiter, si on vous suit...

Un président ne peut pas être normal, mais il ne doit pas se prendre pour un dieu. Un président a avant

tout des devoirs. Il est le garant de l'autorité et de la cohésion nationale. Il défend les valeurs de la France. Je serai un président au service du peuple français.

Revenons à vos propositions. Vous voulez financer de grands projets d'infrastructures en région. Avec quel argent? Après le « quoi qu'il en coûte », les caisses seront vides...

À la tête de l'État, comme à la tête d'une famille, il faut être sérieux. Une dette, ça se rembourse. Pas immédiatement, car ce serait de la folie. Tous ceux qui nous expliquent qu'il faut l'effacer et continuer à vivre au-dessus de nos moyens sont de dangereux menteurs. Si les taux d'intérêt remontaient sans que nous ayons conduit les réformes, nous y laisserions notre indépendance. Et ça, jamais!

Ne seriez-vous pas contraint de relever les impôts? Quelles sont vos intentions en matière de retraite?

Durant mon mandat, c'est un engagement clair, il n'y aura pas d'augmentation des prélèvements obligatoires. Nous agissons sur la dépense publique. Quant aux retraites, la réforme est prioritaire si nous voulons continuer à payer les pensions des retraités. À l'horizon 2028-2030, il nous faudra travailler deux ans de plus, jusqu'à 64 ans, et si l'espérance de vie continue à progresser, il faudra, dans les années qui suivent, aller jusqu'à 65 ans. Il n'y aura pas d'effort sans justice pour ceux qui ont des métiers usants ou perçoivent de petites pensions. La réforme universelle voulue par Emmanuel Macron n'était que de la poudre aux yeux: ni efficacité, ni justice.

Il y a un tabou français: on ne parle plus du travail!

Je n'ai jamais cessé d'en parler! C'était d'ailleurs mon slogan pour la campagne des régionales en 2015 « Notre région au travail ».

Cette valeur doit redevenir l'essentiel, le ciment de la nation. Le travail, le mérite, la récompense de l'effort, ces valeurs doivent redevenir un élément structurant de notre projet de société. Ce n'est pas le cas avec Emmanuel Macron, qui est plus favorable au capital qu'au travail. Quant au RN, il n'a ni discours ni conviction sur le travail. Je le vois dans ma région, ses élus sont toujours dans le mensonge et incapables d'apporter la moindre solution au chômage.

Il est temps de libérer les entreprises. La dignité au travail reposera sur le sentiment d'un juste retour par rapport aux efforts engagés. Je crois en la participation et je veux que la valeur créée par le travail de tous profite à tous. Ce sera un de mes ■ ■ ■



« À la tête de l'État, comme à la tête d'une famille, il faut être sérieux. Une dette, ça se rembourse. »

■■■ chantiers prioritaires. C'est par le travail que nous mettrons un terme au déclin de notre pays et au déclassement des Français. Les catégories populaires, les classes moyennes et les cadres ne doivent plus craindre ce déclassement, mais retrouver la confiance et des perspectives. La réussite d'un pays ne peut pas reposer sur les seuls « premiers de cordée ». Les années qui viennent verront une transformation profonde du monde du travail, avec de nouveaux métiers que nous créerons grâce notamment à un grand plan de reconstruction du tissu industriel et agricole de notre pays. Notre système d'assurance chômage et de formation devra se transformer pour plus d'efficacité vers la reprise d'emploi et être tourné vers les nouveaux métiers.

Le modèle méritocratique issu de la démocratisation de l'enseignement supérieur dans les années 1970 est très critiqué. Dans son dernier livre, « La Tête, la main et le cœur », l'essayiste britannique David Goodhart estime qu'une nouvelle lutte sociale a commencé, opposant une « classe cognitive dominante », sélectionnée sur les diplômés, et tous ceux qui ne sortent pas de ce moule.

Vous partagez cette analyse ?

Bien sûr. La crise du Covid a bien évidemment mis en avant nos exceptionnels soignants. Mais elle a aussi révélé le rôle indispensable des travailleurs du quotidien : conducteurs routiers, caissières, agents de propreté. On les a félicités, peu récompensés et très vite oubliés. Et ils sont toujours aussi vulnérables. Le télétravail ne concerne que 8 % des ouvriers, contre 70 % des cadres. Il faudra améliorer les conditions de travail, les rémunérations branche par branche, métier par métier ; et moderniser notre système de formation pour établir des passerelles vers d'autres métiers. Quand vous devenez caissière ou livreur à 25 ans, vous ne devez pas être dans l'impossibilité de progresser professionnellement et d'améliorer votre situation. La société française doit donner de nouvelles perspectives, redonner un espoir. Si on continue à ignorer les invisibles, la prochaine secousse sociale viendra de là.

Vous présentez de nombreuses propositions, mais on peine à voir votre vision. Quelle est la France de Xavier Bertrand ?

C'est une France fière, redressée et réconciliée. Pour cela, mon projet est clair : restaurer l'autorité de l'État, tourner la page du centralisme parisien et refaire du travail la clé de voûte de notre projet national.



« La réussite d'un pays ne peut pas reposer sur les seuls « premiers de cordée ». »

Quelles sont vos références historiques ?

C'est de Gaulle, évidemment. Il n'y a qu'un Général, sa vision m'inspire, mais aussi son pragmatisme. Quand il est revenu en 1958, il a annoncé qu'il ne porterait que trois chantiers essentiels : les institutions, l'Algérie, la monnaie. Napoléon ensuite, plus que Bonaparte, car c'est lui qui a fait la synthèse entre l'Ancien Régime et la Révolution. Richelieu pour l'autorité de l'État, et Saint Louis pour l'esprit de justice. Il ne faut jamais l'oublier quand on réforme.

Ne nous voyons-nous pas plus grands que nous sommes ? La réalité est cruelle : nous nous gargarisons d'être le pays de Pasteur, mais nous n'avons pas été capables de produire un vaccin français contre le coronavirus... Comment

s'étonner que les Français soient l'un des peuples les plus pessimistes au monde ?

Car nous ne voyons plus la force de notre modèle, notre cohésion face aux épreuves, la solidité de notre engagement européen, nos atouts dans la compétition mondiale.

La France, par son universalisme, porte toujours une voix particulière. Les tentatives d'effacement des valeurs républicaines avec la *cancel culture* ou la culture *wokes* sont insupportables. Qui mieux que notre pays peut mener ce combat des valeurs de laïcité, de fraternité et de refus du communautarisme ? Mais, pour cela, il faut nous ressaisir. Le peuple français n'a pas fini d'étonner le monde.

Il y a bientôt un an, dans une tribune au « Point », vous écriviez : « Ce qui fait le plaisir d'être français, cet art de vivre si particulier qui est le ressort de notre nation, c'est bien la culture, notre culture. » Si vous deviez faire votre autoportrait culturel, quels goûts mettriez-

vous en avant ?

J'aime tout autant la richesse de notre patrimoine que les innovations théâtrales de Julien Gosselin. Ce qui me manque terriblement, c'est d'aller au cinéma en famille ou de visiter une exposition, avec une prédilection pour la photo. Quant à l'affligeante cérémonie des César, elle a quasiment occulté la question essentielle : comment est-il possible que tous les lieux de culture soient encore fermés ?

On dit qu'il faut être un peu fou ou mégalo pour s'imaginer président de la République ? On ne sent pas de folie chez vous. Seriez-vous un peu mégalo ?

La présidence de la République n'est pas un trophée. C'est se mettre au service du peuple français, c'est en assumer les exigences et les devoirs ■